



République de Côte d'Ivoire
Union-Discipline- travail



*Au service
des peuples
et des nations*

Rapport trimestriel

Octobre -Décembre 2018

Numéro du Programme : CIV10-00111156

Fonds : 04120

Titre du Programme : Appui au renforcement de la résilience des populations en Côte d'Ivoire

1. Brève description du Programme

La Côte d'Ivoire subit régulièrement, pendant la saison des pluies, des inondations et des glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles, affectant notamment les zones urbaines côtières comme le district d'Abidjan qui compte plusieurs zones à risque (notamment dans les 132 bidonvilles). Ces risques entraînent des pertes en vies humaines et des dégâts matériels, le déplacement de personnes et la destruction d'infrastructures socio-économiques. Depuis 2009, en moyenne, 13 personnes perdent la vie chaque année dans la ville d'Abidjan en raison de l'inondation. En 2017, 15 décès ont été signalés, 1 139 habitations ont été inondées et 233 maisons se sont effondrées pendant les pluies torrentielles.

En 2018, la situation est encore plus grave car la saison des pluies a commencé tôt. Les fortes pluies qui ont déjà frappé Abidjan les 10 et 11 mai ont fait deux morts et causé beaucoup de dégâts matériels, notamment la détérioration des infrastructures routières dans certaines parties de la ville. Les fortes pluies des 18 et 19 juin ont provoqué des crues subites pouvant atteindre 2,5 mètres de profondeur, affectant de nombreux quartiers d'Abidjan, ainsi que des zones à l'intérieur du pays. Au 29 juin 2018, 22 personnes sont décédées et une personne disparue. Au moins 457 familles ont été déplacées et on estime qu'environ 5 000 personnes ont été touchées. Un nombre encore indéterminé de maisons ont été détruites, certaines routes ne sont pas encore accessibles et les services d'eau et d'électricité ont été interrompus dans certaines localités. Les fortes pluies devraient continuer dans les jours et les semaines à venir, car la saison des pluies s'étend jusqu'à fin juillet.

La vulnérabilité du pays aux inondations est exacerbée par la construction de maisons sur les sites à risque, l'insuffisance de sensibilisation aux risques des communautés concernées, le manque de logements alternatifs dû à la pauvreté, la croissance urbaine non planifiée et l'insuffisance des investissements dans le système d'assainissement. Les mécanismes de préparation, de réduction des risques de catastrophe et de gestion des crises du gouvernement ne sont pas pleinement fonctionnels. En outre, on s'attend à ce que le changement climatique accentue davantage l'intensité et l'occurrence de ces catastrophes dans le futur. Le développement économique du pays, associé à une urbanisation rapide et insuffisamment contrôlée, pourrait accroître la vulnérabilité de la population aux risques de catastrophe et aux risques climatiques.

Pour faire face aux inondations, le gouvernement a rapidement diligenté des actions de réponse. Les opérations de sauvetage des pompiers et de la marine ont permis de sauver plus de 150 personnes. Des postes médicaux d'urgence et de premiers secours ont été installés dans plusieurs endroits. Une aide en vivres et non-vivres a été fournie aux victimes et aux familles touchées. En outre, les mesures d'urgence suivantes ont été prises par le gouvernement: (i) le pré-positionnement des forces mixtes de défense et de sécurité 24 heures sur 24 dans les quartiers touchés et les sites à risque; ii) la mobilisation de 200 camions et de 1 650 soldats, gendarmes et policiers pour déblayer les rues des décombres et autres déchets transportés par les pluies et pour aider la population à nettoyer les habitations; (iii) le curage

systématique de tous les caniveaux, en particulier dans les quartiers immédiatement menacés; iv) la destruction des bâtiments construits dans les bassins d'orage et des installations de drainage et d'assainissement; (v) l'expulsion de personnes vivant dans des zones à risque ; et (vi) des appuis au relogement ont été octroyés à plusieurs familles. Le Gouvernement a également relocalisé les personnes déplacées dans des abris temporaires notamment dans des écoles.

Les organisations humanitaires telles que la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire et la plateforme humanitaire du secteur privé ont fourni une aide d'urgence axée sur les interventions immédiates en matière de sauvetage, y compris la nourriture, le logement et les soins médicaux. Bien que des éléments de secours soient disponibles, des défis ont été observés en ce qui concerne la coordination de la réponse, les évaluations des besoins et l'aide au relèvement précoce. Les ressources physiques (nourriture, eau, seaux, matelas, etc.) sont disponibles dans les sites de relocalisation. Cependant, les vivres et non-vivres ne sont pas mis à temps à la disposition des sinistrés. La coordination entre le gouvernement et les autres acteurs humanitaires est insuffisante.

En outre, en ce qui concerne la réalisation des évaluations des besoins, les données en temps réel et les informations consolidées fournies par le gouvernement sur la situation ont été gérées au niveau stratégique. La coordination de la réponse au niveau opérationnel reste encore insuffisante et l'expertise est limitée en ce qui concerne la réalisation d'évaluations fiables des besoins. Il est donc crucial de soutenir les efforts d'interventions. Une solide coordination et des évaluations des besoins sont essentielles pour garantir que les activités de réponse et de relèvement répondent aux besoins réels des populations touchées par les inondations, atteignent les plus vulnérables et renforcent la résilience et la préparation de la population et du gouvernement aux futures catastrophes.

C'est dans ce contexte que le projet d'appui à la coordination et à l'évaluation des besoins des inondations en Côte d'Ivoire a été mis en place pour aider le gouvernement à faire face aux défis relevés ci-dessus.

2. Résultats attendus du Programme

Produit 1 : Les capacités nationales de coordination de la réponse et de relèvement aux inondations sont renforcées

Les activités prévues pour le trimestre 4 sont :

1. Appuyer le rôle de coordination du gouvernement en matière de réponse et de relèvement ;
2. Mettre en place un mécanisme de coordination opérationnelle en vue de faciliter la planification et l'exécution de la réponse et des initiatives de relèvement aux inondations ;

Les activités réalisées durant le trimestre 3 sont :

1. Appuyer le rôle de coordination du gouvernement en matière de réponse et de relèvement

L'appui du PNUD a permis de contribuer au renforcement de la résilience du pays. En effet, un atelier a été organisé, avec la participation de tous les acteurs clés impliqués dans la gestion des urgences. Il a constitué un cadre d'échange d'expériences qui a permis de porter un regard rétrospectif sur l'ensemble des paquets d'activités qui ont été déployés durant les inondations à Abidjan. Il a été l'occasion pour les acteurs nationaux de tirer avantage des leçons apprises et de formuler des propositions d'amélioration du système de Réduction des risques, de réponse aux situations humanitaires et de relèvement suite aux catastrophes.

L'accompagnement du PNUD au gouvernement a aussi permis de réaliser l'actualisation de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe en cohérence avec le cadre d'Action de Sendai (2015-2030) et l'agenda 2030 sur le développement durable. Ce cadre stratégique vient renforcer le dispositif d'adaptation au changement climatique, de prévention et de gestion des catastrophes naturelles.

Il convient de noter que l'atelier sur le retour d'expérience en matière de gestion des inondations en Côte d'Ivoire, a permis de faire un certain nombre de recommandations fortes dont la formulation d'un plan de contingence nationale pour les inondations en Côte d'Ivoire et l'actualisation de la stratégie nationale de Réduction des Risques de catastrophe.

Concernant la dernière, il convient de noter que la première stratégie élaborée en 2011 était insuffisamment articulée aux orientations de la Politique nationale de développement (PND). Il s'est agi de saisir l'opportunité offerte par la révision pour procéder à l'alignement de ladite Stratégie Nationale de RRC à la politique nationale de Développement ainsi qu'aux Plans et politiques sectoriels. Ainsi, avec l'appui d'un consultant mobilisé par le PNUD grâce au financement du CRU et sous le leadership de la plateforme nationale RRC, la révision de la stratégie a été réalisée. Ce processus a notamment permis de renforcer le rôle de coordination en matière de RRC de la plateforme nationale y relative, qui est davantage outillée. Ladite stratégie prend davantage en compte les effets de la variabilité et du changement climatique ; le genre et de l'inclusion sociale ; les ODD ; la sécurité humaine qui est une approche promue par communauté internationale qui complète la sécurité physique et centré sur la prévention et sur l'individu ; les risques urbains ; la protection des investissements publics ; les recommandations du Sommet humanitaire Mondial 2016 et la redevabilité. Le pays dispose donc d'un référentiel stratégique pour améliorer la prévention et gestion des risques de catastrophe.

2. Mettre en place un mécanisme de coordination opérationnelle en vue de faciliter la planification et l'exécution de la réponse et des initiatives de relèvement aux inondations

Le PNUD a soutenu la partie nationale pour une meilleure appropriation des outils de coordination opérationnelle comme le « 3W » (répertoire des acteurs humanitaires) et la plateforme "Humanitarianresponse.info" qui sont des outils de communication sur les interventions des acteurs humanitaires à l'effets de réduire les redondances, renforcer les synergies d'actions et les complémentarités.

Raisons des gaps constatés

- Le plan de contingence nationale pour les inondations n'a pas pu être réalisé du fait du report en 2019 de l'atelier national qui devait permettre de lancer l'exercice sous le leadership du Ministère en charge de la Solidarité.

3. Enjeux majeurs, contraintes et solutions

Enjeux majeurs

Il était crucial de pouvoir respecter les délais afin d'apporter l'assistance nécessaire durant la situation d'urgence liée aux inondations.

Contraintes et solutions

Il n'y avait pas de contrainte majeure durant le trimestre 3 d'exécution dudit projet.

4. Exécution budgétaire

Total Budget : 100.000 USD

SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET ALLOUE USD	BUDGET DEPENSE	TAUX D'EXECUTION
Advanced funds UNDP	100.000	78 332,95	78%

Préparé par : *Rodolphe Brou*

Signature : *[Signature]*

Date : *28/12/2018*